



HAL
open science

L'interview "fatale" de Christian Wulff, une analyse au prisme de l'ethos

Laure Gautherot

► **To cite this version:**

Laure Gautherot. L'interview "fatale" de Christian Wulff, une analyse au prisme de l'ethos. Nouveaux Cahiers d'Allemand : Revue de linguistique et de didactique, 2012, 04, pp.399-421. hal-03883731

HAL Id: hal-03883731

<https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-03883731>

Submitted on 9 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ISSN 0758 - 170 X

30^e année (2012) n° 4 (décembre)

A.N.C.A.-A.D.E.A.F

**Nouveaux
Cahiers
d'Allemand**

Revue de linguistique et de didactique

Publiée avec le concours du

GROUPE DE LEXICOGRAPHIE FRANCO -ALLEMANDE

de L'ATILF UNIVERSITÉ de LORRAINE & CNRS

Sommaire

Anne-Marie Nahon- Raimondez :	Petit dictionnaire permanent des « actes de langages stéréotypés » (ALS). Microstructure de <i>n'empêche</i>	367-381
Odile Schneider- Mizony :	Les figures de la similitude	383-398
Laure Gautherot :	L'interview « fatale » de Christian Wulff. Une analyse au prisme de l' <i>ethos</i>	399-421
Yves Bertrand :	Un mourant qui se porte bien : le génitif adverbial	423-431
Yves Bertrand :	La coexistence entre le datif adverbial et an +acc.	433-443
Yves Bertrand ;	A la pêche aux mots. Traduire les noms composés français. De <i>mission officielle</i> à <i>oiseau rare</i>	445-470

Recensions : EL MOUNTASSIR Abdallah, DORAIS Louis-Jacques *L'enseignement des langues vernaculaires : Défis linguistiques, méthodologiques et socio-économiques* – L'Harmattan, Paris, 2012 (471-473) par Yves Rudio ; BAŃ Paweł: *Euphemismus des Wirtschaftsdeutschen aus Sicht der anthropozentrischen Linguistik* Peter Lang, Francfort, 2012 (474-475), par Y.Bertrand ; CHEN, Yu: *Verbessern chinesische Studierende ihre Sprechfertigkeit im Deutschen während des Fachstudiums in Deutschland? Eine empirische Untersuchung unter Berücksichtigung sozialer Aspekte*. Frankfurt am Main: Peter Lang 2012 (476-477).

Annonces : GERALS (382 & 422) *linguistik on line* (432) ; *neologica* 6 (444) ;
Nouvelles de la Rédaction (478)

Laure Gautherot,
Université de Strasbourg

L'interview « fatale » de Christian Wulff Une analyse au prisme de l'*ethos*

Christian WULFF a porté le titre de Président Fédéral de juin 2010 à février 2012, une période très courte pour ce poste dont la durée de fonction prévue est de cinq ans. Auparavant, il avait d'abord été député au sein du parlement régional du Land de Basse-Saxe, puis ministre-président du même Land pour deux mandats de 2003 à 2010, jusqu'à sa nomination en qualité de Président Fédéral en juin 2010. A partir de la fin de l'année 2011, il est au centre de plusieurs scandales financiers et politiques qui l'ont poussé à démissionner le 17 février 2012. Peu avant cette date, le 4 janvier 2012, Christian WULFF avait accepté de répondre aux questions des journalistes Bettina SCHAUSTEN de la chaîne de télévision ZDF et Ulrich DEPENDORF de la chaîne ARD. Profitant d'un medium à large diffusion, le président fédéral espérait vraisemblablement convaincre de sa bonne foi et remonter sa cote de popularité.

Pour analyser les propos de Christian WULFF, j'utiliserai un concept de la rhétorique aristotélicienne, l'*ethos*, qui constitue avec le *logos* et le *pathos* l'un des trois procédés d'un orateur pour convaincre son auditoire. Si nous nous en tenons au concept dans la *Rhétorique* d'ARISTOTE, l'*ethos* renvoie à deux réalités distinctes : à la fois au caractère persuasif de l'orateur, qui doit posséder trois qualités appelées « vertus éthiques », et au « caractère » stricto sensu. La traduction proposée par Frédérique WOERTHER fait de l'*ethos* « un moyen de persuasion résidant dans le caractère de celui qui parle » et une « image que l'orateur projette de lui-même dans son discours, et qui contribue puissamment à assurer sa crédibilité et son autorité. » L'objectif principal de l'*ethos* est de créer une impression positive chez l'auditoire qui entraînera son adhésion au contenu présenté, il est donc un élément de poids dans la constitution du discours et de ses interactions communicatives. Pour ARISTOTE, l'orateur devait se faire passer dans l'esprit de ses auditeurs comme une personne honnête, bienveillante et juste (ce sont les trois « vertus éthiques »), ce qui permet que l'orateur simule posséder telle ou telle qualité sans que ce soit vrai. Il s'agit là d'un *ethos* falsifié, d'un « *ethos* de contrefaçon ». On peut imaginer aisément une personnalité du monde public adopter un *ethos* stratégique, pour faire passer une image de sa personne correspondant à ses objectifs, sans pour autant que celle-ci soit conforme aux qualités réelles de son utilisateur. Ce concept, même s'il est utilisé dans certaines analyses discursives¹, n'a encore jamais donné lieu à des critères

¹ Voir l'ouvrage collectif *Images de soi dans le discours*, sous la direction de Ruth AMOSSY

d'examen différenciés. Lectures et analyses m'ont fait élaborer la grille suivante pour ma démarche :

CHAMPS D'ANALYSE	QUESTIONNEMENTS
<p align="center">CHAMP CONTEXTUEL ET PREDISCURSIF</p>	<p><u>1) Quel est l'objectif de la prise de parole ?</u> → De quoi le locuteur veut-il persuader son auditoire ? Quel message veut-il faire passer ? Quelle image veut-il véhiculer de lui-même ?</p> <p><u>2) Quelle image est associée au locuteur AVANT sa prise de parole ? Autrement dit : quel est son <i>ethos</i> prédiscursif ?</u> → Le locuteur jouit-il d'un certain capital émotionnel (empathie, sympathie, antipathie) auprès de l'opinion publique en général ? → Quelle est sa part d'autorité ? de crédibilité ? → A-t-il des antécédents discursifs marquants ?</p>
<p align="center">CHAMP DISCURSIF</p>	<p>→ Le locuteur utilise-t-il un champ lexical particulier ? des néologismes ? des formules euphémisantes ? un lexique jargonnant ? Evite-t-il certains mots ? Pourquoi ? → Le locuteur a-t-il recours à une syntaxe particulière ? → Quels pronoms le locuteur utilise-t-il dans les formes d'adresse ? pour parler de lui-même ? → Le locuteur utilise-t-il des marques d'oralité ? A quelle fréquence ? → Le locuteur a-t-il recours à des structures modalisatrices ? → Fait-il appel à des connaissances préalables de l'auditoire ?</p>
<p align="center">CHAMP META-DISCURSIF</p>	<p><u>1) Que dit le locuteur de lui-même ?</u> → Que dit le locuteur sur sa personne ?</p> <p><u>2) Quels actes présente-t-il de lui-même ?</u> → Quelle éthique de lui-même veut-il faire passer ?</p>
<p align="center">CHAMP PARADISCURSIF ET CONCLUSIF</p>	<p><u>1) Est-ce que la prise de parole est axée sur l'un ou deux des trois éléments de la rhétorique aristotélicienne ?</u> → Le locuteur a-t-il davantage recours au <i>logos</i>, à l'<i>ethos</i> ou au <i>pathos</i> dans sa prise de parole?²</p> <p><u>2) Comment caractériser l'<i>ethos</i> présenté lors de la prise de parole ?</u> → Y a-t-il une différence notable, voire un décalage entre l'intention éthique du locuteur – son <i>ethos</i> réclamé –, et l'<i>ethos</i> ressenti par l'auditoire ? → Le locuteur modifie-t-il son <i>ethos</i> au cours de sa prise de parole ? Quelle finalité a cette évolution ?</p>

² Voir les « blocs de conviction » et les schémas *logos* et *ethos* chez EGGS.

1. Champ prédiscursif

L'objet de cette analyse est une interview télévisée du président fédéral par les journalistes Bettina SCHAUSTEN de la chaîne ZDF et Ulrich DEPENDORF de la chaîne ARD le 4 janvier 2012. Il ne s'agit pas du discours d'un orateur seul face à la caméra, mais d'une interview à plusieurs journalistes impliquant une ritualisation spécifique, avec respect des tours de parole et de l'alternance dans les questions. Visant à toucher un auditoire plus large, à une heure de grande écoute, l'interview télévisée demande une rhétorique et un comportement particuliers du locuteur.

Le contexte dans lequel se déroule cette interview n'est pas anodin. Fin d'année 2011, Christian WULFF est atteint par une série de scandales dus à plusieurs affaires financières. La première concerne un prêt privé pour financer l'achat de sa maison en 2008, prêt de 500 000€ octroyé par Edith GEERKENS, épouse d'un ami de longue date, entrepreneur, alors que WULFF est ministre-président de Basse-Saxe. Prêt privé dissimulé lors de la procédure judiciaire entamée en février 2010, celui-ci s'est ensuite transformé en prêt bancaire à des taux d'intérêts intéressants, « dont le citoyen moyen ne pourrait que rêver » d'après le commentaire du journaliste Ulrich DEPENDORF lors de l'interview. Une autre affaire révèle des séjours privés chez des couples d'amis aisés, en relation à ce moment-là avec le Land dont WULFF est un élu, ainsi que des soirées avec des représentants de la Jet-Set allemande dont le producteur GROENEWOLD, qui a reçu depuis une subvention régionale du Land de Basse-Saxe pour sa société de production. Le dernier scandale est le message de menaces laissé sur le répondeur du rédacteur en chef de la *Bild-Zeitung* Kai DIEKMANN le 12 décembre 2011, alors que celui-ci prévoyait de publier des informations concernant les affaires d'abus de biens sociaux précitées. Après les fêtes de fin d'année, Christian WULFF prend la parole lors de cette interview en ayant manifestement deux objectifs : d'une part expliquer les circonstances de ces erreurs politico-financières pour regagner une certaine crédibilité, d'autre part rassurer les citoyens allemands en réaffirmant son engagement dans la représentation du pays, balayant par là les rumeurs de démission. A cette date, l'*ethos* prédiscursif de Christian WULFF est négatif, ses affaires financières peu claires et leur intrication dans ses relations privées (amis de longue date, proches de la famille, représentants de la société « bling bling ») ont largement entamé la confiance de l'opinion publique allemande. En témoigne la une du magazine allemand *Der Spiegel*, en date du 17.12.2011, qui titre *Der falsche Präsident*. L'adjectif « falsch » donne lieu à deux lectures, car il signifie à la fois « faux », « incorrect », (on s'est trompé en le choisissant pour président), mais aussi « trompeur », « fourbe », qui se fait passer pour ce qu'il n'est pas.



L'interview télévisée est organisée en cinq parties thématiques³ :

- de la question n°1 jusqu'à la fin de la réplique n°2 de Christian WULFF : introduction : les fêtes de fin d'année comme période de réflexion / d'introspection
- de la question n°3 à la fin de la réplique n°6 de CW⁴ : l'affaire des médias
- de la question n°7 à la fin de la réplique n° 14 de CW : l'affaire du crédit privé
- de la question n° 15 à la fin de la réplique n°23 de CW : l'affaire des vacances gratuites
- de la question n°24 à la fin de la réplique n° 26 de CW : conclusion : quel avenir ?

2. Champ discursif

Lorsqu'à l'ouverture, la journaliste Bettina SCHAUSTEN pose une question relativement brutale sur une possible démission du Président, CW répond simplement et calmement. Sa réplique n°1 propose un bilan nuancé de sa présidence après 2 années :

« [...] und weiß, dass ich nichts Unrechtes getan habe, aber nicht alles richtig war, was ich getan habe. »

³ Pour la lecture suivie de l'interview, cf. l'annexe

⁴ Les différents acteurs de cette interview seront désignés par leurs initiales : CW pour Christian Wulff, BS pour la journaliste Bettina Schausten, et UD pour le journaliste Ulrich Deppendorf

Cette réponse en demi-teinte relève d'un *ethos* d'humilité. CW se veut sincère vis-à-vis des téléspectateurs allemands et entre, par cette allusion aux scandales dont il a fait l'objet ces derniers temps, dans le ton de la confession. Cette première réplique dessine également un élément de l'image qu'il veut véhiculer de lui-même, à travers un terme récurrent de ses interventions : le sens des responsabilités, manifesté quatre fois par le mot « Verantwortung » au cours de l'interview. La réplique n°1 fait de lui un chef d'Etat responsable et logiquement respectable aux yeux de l'opinion publique allemande.

« Ich nehme meine Verantwortung gerne wahr »

La question n°2 de UD entre dans le vif du sujet en annonçant clairement le passage aux « points de critique » :

« Jetzt kommen wir mal zu den Kritikpunkten, die Ihnen vorgeworfen werden ».

Cette formule métalinguistique signale à l'auditoire qu'il va être question des récents reproches adressés au Président, et qu'il en va de sa réactivité dans la forme de défense qu'il aura choisie. Les répliques 3 et 4 de CW sont très représentatives de l'*ethos* qu'il veut alors faire passer. Concernant le message de menaces laissé sur le répondeur du rédacteur en chef de la *Bild-Zeitung*, CW choisit une défense sur le registre du pénitent :

« Der Anruf bei dem Chefredakteur der Bild-Zeitung war ein schwerer Fehler/ der mir leidtut/ für den ich mich entschuldige. »

Dans cette affirmation se détachent trois temps de son argumentaire sur la pénitence :

- 1) reconnaître son erreur (ce qui appelle l'image de l'humilité), c'est le côté rationnel ;
- 2) exprimer des regrets, c'est le côté religieux, puis
- 3) présenter ses excuses, c'est le côté social.

Plus avant dans la même réplique, CW fait part de sa volonté de s'améliorer, d'agir de façon « raisonnée, objective, neutre et avec distance en tant que Président Fédéral » :

« Denn ich will natürlich besonnen, objektiv, neutral, mit Distanz als Bundespräsident agieren »

Cette déclaration performative joint la promesse d'amélioration au fait qu'il reste « à distance », bénéficiant de par son statut d'une position privilégiée et différente de celle du commun des mortels. L'image du pénitent fait appel à la compréhension de l'auditoire pour sa situation, et joue sur le registre religieux de l'homme faillible, ainsi dans la réplique n°4 :

« Vielleicht muss man die Situation auch menschlich verstehen. [...] Das wiederum ist menschlich [...] Und trotzdem ist man Mensch, und man macht Fehler. »

Plus loin dans les répliques n°22 et 23, CW cite même la Bible :

« Also wir müssen alle hohe Ansprüche haben in dem Wissen, dass wir alle fehlbar sind. Und natürlich denkt man viel jetzt über die Bibelstelle nach: Derjenige, der ohne Schuld ist, werfe den ersten Stein. »

« Man muss aus eigenen Fehlern lernen. »

Par les connotations religieuses et le champ lexical de la faute, CW vise l'empathie de l'auditoire, il escompte de celui-ci qu'il se montre compréhensif envers une fonction qui impose de grandes exigences à quelqu'un qui a commis des erreurs, mais assure en porter la responsabilité, appelant implicitement au pardon. La faillibilité de l'homme politique CW va de paire avec son inexpérience, imputable à son jeune âge (il n'a que 51 ans lorsqu'il est élu, ce qui fait de lui le Président Fédéral le plus jeune de l'histoire allemande) et à la nécessité d'une période d'adaptation, comme il l'explique dans sa réplique n°5 :

« Ich musste ja auch einen Lernprozess machen. Ich bin vom Ministerpräsidenten zum Bundespräsidenten ja sehr schnell gekommen, ohne Karenzzeit, ohne Vorbereitungszeit, das ging sehr schnell. »

Cette réplique passe à la première personne « ich » pour recentrer l'argumentation sur sa personne et la répétition de la préposition privative « ohne » insiste sur le fait qu'il lui a manqué du temps pour s'adapter. L'évocation d'un processus d'apprentissage, « Lernprozess » infantilise quelque peu la figure du Président, mais vise la bienveillance de l'auditoire envers une personne inexpérimentée. Par là, CW se défend d'être un tacticien dans les affaires d'abus de biens sociaux dans lesquelles il est impliqué, il serait au contraire un « Monsieur tout le monde ».

A travers l'*ethos* du pénitent inexpérimenté, CW tente de susciter l'empathie, ce qui fait appel au *pathos*, sentiments éveillés chez l'auditoire de l'orateur dans la rhétorique aristotélicienne. Cette tentative apparaît très clairement lorsque CW emploie les structures en « Wenn Sie ... » dans ses réponses aux journalistes, dans les répliques n°5, 8, 11 et 17. Dès la réplique n°5, CW essaye d'inclure les journalistes-questionneurs dans sa situation, pour les toucher et attirer leur sympathie :

« Wenn Sie die Erfahrung machen, dass privateste Dinge aus dem privatesten Bereich zum Teil Jahrzehnte zurückliegen, [...] dann ist es doch normal, dass man darum bittet, noch einmal ein Gespräch zu führen. »

Cette stratégie échoue cependant quand CW pose directement la question à BS qui lui reproche de ne pas avoir proposé une indemnité à ses amis entrepreneurs pour payer les différents séjours qu'il a effectués chez eux :

« Machen Sie das bei Ihren Freunden so ? »

Le « Ja » de la journaliste provoque une remarque de CW qui pourrait bien avoir l'inverse du résultat escompté :

« Dann unterscheidet Sie das von mir im Umgang mit den Freunden » (réplique n°19).

Même si la réponse de la journaliste tient davantage de l'impulsivité que de la vraisemblance (il semble en effet incongru de rétribuer financièrement des amis chez qui l'on a séjourné), l'analogie de situation proposée par CW est fautive. Il ne s'agit pas ici d'un séjour chez des amis, mais chez des entrepreneurs avec lesquels il fait des affaires dans le cadre professionnel. Il y a conflit d'intérêts. L'agacement se fait sentir dans cette quatrième partie de l'interview⁵, et au lieu du rapprochement par empathie, sa remarque exprime une distanciation de ses interrogateurs soulignée par un ton quelque peu méprisant. L'image véhiculée par CW perd alors de sa cohérence. Du pénitent inexpérimenté, on passe à un personnage incompris par les médias, ce que CW va mettre en scène en se présentant comme une victime de l'acharnement médiatique contre sa version des faits.

Le second pôle de l'*ethos* de CW tourne autour de l'image de la victime. Le terme « Opfer » apparaît dans sa réplique n°3 :

« [...] und habe mich offenkundig in dem Moment eher als Opfer gesehen, als denjenigen, der eine Bringschuld hat gegenüber der Öffentlichkeit, Transparenz herzustellen und auch berechtigte Fragen zu beantworten. »

Il se conçoit comme victime de la fonction présidentielle, où, comme toute personne, il aurait des droits privés à opposer à l'impératif de transparence envers les citoyens. Ce terme de « Transparenz » apparaît quatre fois dans cette interview, dans les répliques n°3, 11 et 26 de CW. Les impératifs comportementaux du personnage présidentiel ressortent tout au long de ce discours par l'utilisation des verbes de modalité « müssen », qui exprime l'obligation impérieuse, et « dürfen » presque toujours utilisé à la forme négative, et qui exprime alors l'interdiction. Voici quelques utilisations du verbe « müssen » dans les répliques n°4 et 6 :

« Ich *muss* mein Verhältnis zu den Medien herstellen »

⁵ La vidéo de l'interview est disponible en ligne à l'adresse suivante :

http://www.focus.de/politik/videos/christian-wulff-das-interview-in-voller-laenge_vid_29049.html

Consultée à plusieurs reprises en février et mars 2012.

« [...] dass man Dinge offenbaren muss [...] Wir *müssen* auch aufpassen, dass [...] da *müssen* wir auch sehen, dass [...] »

Il est intéressant de relever que les sujets grammaticaux ont beau être différents (1^è p.s, indéfini « man », collectivisant « wir »), ils se réfèrent cependant tous à la personne de CW, soit sous la perspective directe de la personne privée, soit sous celle, indirecte, de la fonction. Les occurrences du verbe « dürfen » sont celles des répliques n°13 et 17 qui grossissent les interdictions morales (éthiques ?) prétendument imposées à un personnage politique :

« Über Aufsichtsratsangelegenheiten *darf* ich ja nicht reden. »

« Wenn man als Ministerpräsident keine Freunde mehr haben darf und wenn alle Politikerinnen und Politiker in Deutschland ab sofort nicht mehr bei Freunden übernachten *dürfen*, [...] »

Ces verbes de modalité font écho à la notion de responsabilité énoncée plus haut et reprise en leitmotiv tout au long de l'interview.

Dans les parties trois et quatre de cette interview, CW tente de faire la clarté sur ses affaires financières (crédit privé et vacances chez des entrepreneurs) qui lui ont valu, de son aveu-même, une perte de confiance des citoyens allemands (« [...] wo man also Vertrauensverlust erleidet », réplique n°4). C'est dans ces parties cruciales qu'il tente de faire passer un *ethos* de crédibilité basé sur l'authenticité de son propos. Pour regagner le soutien de son auditoire, il devrait s'expliquer clairement sur ces affaires complexes remontant à plusieurs années, et convaincre de son honnêteté. Or ses explications jouent sur l'antinomie vie privée / amis / sentiments versus vie publique / fonction politique / distance. A deux reprises, CW tente de résumer les faits : tout d'abord concernant l'affaire du crédit privé auprès des GEERKENS pour acheter sa maison (répliques 12 et 13) puis dans la partie suivante pour l'affaire des vacances chez ses amis entrepreneurs (réplique n°15). Pourtant, les constructions syntaxiques révèlent deux styles différents : dans les répliques n°12 et 13, CW emploie un style fortement paratactique, sans subordonnée complexe, en privilégiant le coordonnant « und » et les situatifs « da », « dann », comme dans les exemples suivants :

« *Da* wollte Frau Gerken [...] »,

« *Dann* sind wir zur Bank gegangen »

« *Und dann* bewerten die das Risiko »

« *Und* die BW-Bank war Bank von Herrn Geerken und hat gesagt, wir sind auch interessiert ».

Ce simplisme syntaxique de la présentation des points litigieux relève d'un positionnement particulier : ces faits privés sont gérés par un amateur, et s'il y a eu délit, c'était par maladresse et non par intention. Les temps du présent et du parfait de l'Indicatif, temps d'actualisation du discours, réduisent la distance par rapport aux événements rapportés, projetant l'auditoire directement dans ces événements :

« Dann *sind* wir zur Bank *gegangen* [...] Die *machen* eine Bewertung der Sicherheiten, Steuererklärung [...] Und dann *bewerten* die das Risiko » (réplique n°12).

L'enchaînement de plusieurs parfaits dans la réplique n°13 accélère également le débit à l'oral, mimant l'enchaînement rapide des événements, comme si tout était allé très vite, de façon « naturelle ». L'auditoire a l'impression de vivre ces événements au fur et à mesure qu'ils sont présentés par l'orateur, d'où une impression d'authenticité :

« [...] und *hat gesagt*, wir *sind* auch interessiert [...] Und sie *haben* dann dieses Geldmarktangebot *gemacht*. Und das ist so, wie andere die Bedingungen auch *haben*. Die Sicherheitenlage *hat* das *hervorgebracht*. Und dann *haben* wir es *umgewandelt* auf Empfehlung der BW-Bank. [...] Und am 25. November *haben* wir es *umgewandelt*, *haben uns geeinigt*. Die *haben sich abgesichert* an den Finanzmärkten für diesen Kredit. »

L'indicatif place l'auditeur dans le mode du réel, et la propriété aspectuelle des parfaits le rend spectateur du résultat présent d'une action passée. Les répliques n°12 et 13 présentent des structures syntaxiques similaires, situées après le P.II, en après-dernière position :

« Die haben sich abgesichert *an den Finanzmärkten für diesen Kredit*. Und zum 16. Januar wird er jetzt umgewandelt *in ein langfristiges Darlehen*. »

Cette linéarisation courante à l'oral correspond au processus du « stream of consciousness », qui consiste à formuler les éléments dans l'ordre où ils viennent à l'esprit. Elle est iconique d'un prétendu manque de contrôle de l'enchaînement et donc un indice particulier d'authenticité.

En revanche, dans les répliques n°15, 16 et 17 où CW tente de justifier ses vacances passées chez ses amis, le style hypotaxique est heurté, les subordinées et structures dépendantes s'imbriquent les unes dans les autres, de façon presque confuse.

« Es ist kein Verstoß gegen das Ministergesetz, *weil* diese – *wo* ich gewohnt habe – in fast zehn Jahren sechs mal oder so –, das sind Freunde, *die* ich aus Schulzeiten habe. Und *wenn* aus einem netten Menschen mit seiner Frau, *die* einen Süßwarenladen auf Norderney haben, ein Luxusferiendomizil wird, *die* ein Gästezimmer haben, und wir in diesem Gästezimmer Urlaub machen, *wo* selbst dort noch vor der Tür Fotografen sozu-

sagen dann sind, *um* die Familie im Urlaub *zu* fotografieren, dann ist es *so, dass, wenn* die bei uns in Berlin sind, wir keine Rechnung stellen für die benutzte Bettwäsche. »

A la différence des répliques précédentes au style paratactique, celle-ci mélange justification, relatives informant sur les personnes et lieux de vacances, ainsi que ses propres commentaires (avec mention des photographes, inutile pour l'argument en cours). Dans les répliques n°16 et 17, CW multiplie les hésitations et « ratés » de réalisation phonétique :

« [...] der ausgeschieden ist, der heute [euh...] sozusagen Pensionär ist. Und der [euh...] gesagt hat »

« [...] dann verändert sich die [Repab – euh] Republik zum Negativen. [...] Und deswegen stehe ich zu diesen [euh...] sechs [euh...] Urlauben bei Freunden auf Norderney oder fünf, sechs Tage dort in Italien oder sieben Tage [euh...] bei Freunden ».

Ces hésitations diffèrent des hésitations classiques qui peuvent être imputées à toute prise de parole en public. Là où des paramètres tels que le manque de confiance en soi et la difficulté à répondre aux questions posées par deux intervieweurs peuvent expliquer les pauses dans le débit pour chercher un mot (comme dans la réplique n° 13), les hésitations marquées dans les répliques n°15, 16 et 17 peuvent relever d'autres causes, comme une élaboration verbale « à chaud » pour répondre aux accusations. A ce stade de l'interview, CW perd à la fois contenance et patience face à cette nouvelle demande de justification, et recourt à des arguments subjectifs, où il déploie sa propre vision de l'amitié. Il manifeste son incompréhension quant aux reproches qui lui sont faits et ne voit pas en quoi ses actes sont répréhensibles, ni judiciairement, ni moralement.

Le style heurté avec anacoluthes manifeste donc un manque de contrôle langagier, qui peut être dû autant à l'exaspération qu'à l'embarras à trouver des arguments logiques ou convaincants. La justification avorte parce que CW argumente en même temps qu'il n'a pas à se justifier d'avoir des amis et une vie privée. Car tel est le sous-entendu des répliques n°7 et 25 :

« Ich möchte nicht Präsident in einem Land sein, wo sich jemand von Freunden kein Geld mehr leihen kann. »

« Und man muss sich dann auch fragen, ob nicht dann auch es irgendwann akzeptiert wird, dass auch ein Bundespräsident ein privates Leben haben darf. ».

Ce deuxième versant de l'*ethos* discursif de CW, celui de la victime médiatique, vire ici à l'inverse du premier versant, car l'argumentation se fait moralisatrice. Implicitement, le Président Fédéral retourne les fautes qui lui sont imputées en matière de crédit privé et de vacances gratuites en non-respect de sa vie privée. Il

se pose comme victime des médias, les attaquant dans la réplique n°4, lorsqu'il évoque la responsabilité :

« Die Medien haben auch ihre Verantwortung, aber die müssen sie selber unter sich ausmachen. »

L'image du pénitent qu'il donnait de lui bascule alors dans un « paille et poutre. »

3. Champ métadiscursif

Dans les jugements que le locuteur prononce sur lui-même et sur ses actes, CW se réclame être un bon président, répondant « Doch » (réplique n°2) à la question (« Waren Sie es bisher nicht, ein guter Bundespräsident ? ») Il refuse logiquement d'être associé à la délinquance par l'expression « Präsident auf Bewährung » (président en sursis) de la réplique 26. Il affiche un *ethos* de responsabilité cohérent dans la réplique 1 :

« Ich nehme meine Verantwortung gerne wahr [...] und ich mache das mit Freude und Überzeugung »

Dans la réplique n°3 il bascule vers un *ethos* de responsabilité démocratique :

« Und ich möchte vor allem Respekt vor den Grundrechten, auch dem der Presse- und Meinungsfreiheit haben »

Pour finir par l'*ethos* de responsabilité du chef de famille, avec l'image du protecteur dans la réplique n°4 :

« [...] dann muss [man] sich vor seine Familie stellen [...] dann hat man eine Schutzfunktion ».

Jusque-là, l'*ethos* distillé par les éléments donnés par CW (ce que le locuteur dit de lui-même) ainsi que par les actes dont il se réclame (ce que le locuteur dit avoir fait) reste compatible avec l'*ethos* réclamé, qui oscille entre deux images différentes :

- celle du pénitent inexpérimenté qui appelle moralement au pardon
- celle du président qui n'a pas failli mais qui est victime d'un acharnement médiatique.

Pourtant, l'*ethos* ressenti au cours de l'interview se révèle si ambigu qu'il en devient contradictoire. L'échec à gérer ce double-*ethos* a potentiellement diverses sources. CW produit tout d'abord des « ratés perlocutoires » en utilisant des termes ou arguments faisant ressortir la contradiction de ses propos. Par exemple, il dit vouloir agir de façon raisonnée, objective et neutre (réplique n°3) :

« ich will natürlich besonnen, objektiv, neutral agieren ».

Mais l'utilisation du modalisateur « natürlich » rappelle qu'on a pensé autre chose de lui. De même sa réponse à la toute première question repose sur une contradiction. Lorsque la journaliste lui demande s'il a pensé à démissionner, il répond non, mais donne un argument sous-entendant le contraire :

« Nein, denn ich hatte die ganzen Wochen über große Unterstützung von vielen Bürgerinnen und Bürgern, meiner Freunde und auch der Mitarbeiter ».

Invoquer le soutien public comme raison de sa non-démission montre non seulement que la question se posait, mais aussi qu'il n'était pas certain de sa décision.

Un autre brouillage dans l'*ethos* ressenti du Président Fédéral vient de l'addition d'arguments peu vraisemblables. Il prétend trouver dans son inexpérience des raisons à ses ennuis judiciaires et son impatience envers les médias. Dans la réplique n°5 il parle de « période de carence » et de « période de préparation » qui lui auraient fait défaut avant d'arriver à ce poste.

« [...] ohne Karenzzeit, ohne Vorbereitungszeit, das ging sehr schnell. »

Mais supposer qu'il allait bénéficier d'une période de stage précédant sa prise de fonction en tant que Président Fédéral est pour le moins inattendu. Dans la réplique n°6, il parle du « prix de la popularité » (« Preis der Popularität ») expression étrange pour qualifier l'impératif de transparence. Si toute personne publique doit payer de sa vie privée et souffrir ce prix, pourquoi tant d'elles aspirent-elles à la célébrité ? CW multiplie les termes empruntés au champ lexical de la souffrance et de la douleur quand il s'agit des impératifs liés à sa fonction. La réplique n°17 exagère les interdits moraux de la fonction politique, ce qui ravive la même question que pour le prix de la popularité : s'il est si douloureux d'assurer la fonction de Président Fédéral, pourquoi y a-t-il encore des candidats à ce poste ?

1.4. Champ paradiscursif

Quelques répliques modifient l'*ethos* de CW et font définitivement basculer son image de Président Fédéral dans celle d'un moralisateur arrogant. Certaines sentences sont peu convaincantes et induisent plutôt du dédain pour les interlocuteurs :

« Es gilt auch Handschlagqualität in diesem Bereich, wenn man sich mit einer Bank verständigt » (réplique n°14),

L'appui intonatoire réalisé par CW sur « in diesem Bereich » a un effet exclusif des interlocuteurs. CW sous-entend qu'il manquerait aux journalistes

l'interviewant la connaissance de pratiques courantes dans le secteur bancaire, et le pose en expert face à des gens qui n'y connaissent rien. L'insolence wulfienne de la réplique n°25 n'est peut-être pas à étrangère à la question provocatrice de BS :

CW : « [...] Dann kann ich nur sagen : Ich geb Ihnen gern auf die 400 Fragen 400 Antworten.⁶ »

BS : « Heißt das, dass Herr CW ein Bundespräsident auf Bewährung vorerst bleibt ? ».

Répondant par :

« Die Begrifflichkeit finde ich völlig daneben. »

que l'on pourrait traduire par « Je trouve cette appellation complètement à côté de la plaque », l'agacement du ton subjectivise inutilement une proposition qui était de toute façon destinée à être niée, puisqu'elle présuppose la catégorisation de CW en délinquant. Il atténuera son propos dans son ultime réplique par une citation de Harry TRUMAN :

«Und auch ich weiß, wem es in der Küche zu heiß ist, der darf nicht Koch werden wollen, wie es Harry S. Truman gesagt hat. Und deswegen muss man offenkundig auch durch solche Bewährungsproben hindurch. »

Habilement, CW transforme le terme de « Bewährung » (sursis) en « Bewährungsprobe » (mise à l'épreuve), terme qui fait écho au rite initiatique hérité des romans de chevalerie, d'où le héros sort généralement grandi et reconnu pour ses hautes qualités morales.

Le recours à cette citation probablement préparée remplit deux objectifs : faire oublier son énervement devant l'expression utilisée par la journaliste BS, et le placer indirectement sous l'auréole positive d'un grand chef d'Etat, rassurant donc son auditoire. L'argument implicite est celui de l'innocent attaqué en politique (cette cuisine !), maladroit encore insuffisamment aguerri, mais innocent quand même.

5. Remarques conclusives

Nous avons déterminé deux objectifs à cette prise de parole publique : rétablir une aura de crédibilité et d'humanité autour de sa personne, en admettant quelques erreurs, et par là regagner la confiance de l'opinion publique allemande. Il s'agissait également de réaffirmer son aptitude à présider le pays, en respectant les impératifs de responsabilité liés à cette fonction, c'est-à-dire rendre caduque la suggestion d'une démission. L'*ethos* développé au long de

⁶ CW se réfère ici aux 400 questions qu'il dit avoir reçu et fait parvenir à ses avocats dans le cadre des procédures judiciaires concernant ses différentes affaires en cours.

cette interview tourne autour de deux pôles distincts : le premier présente un pénitent inexpérimenté, qui admet ses erreurs, mais fait amende honorable. Sous couvert de la maxime qui dit que « l'erreur est humaine », l'orateur WULFF en appelle à la bienveillance et à l'empathie de son auditoire. Il utilise à cette fin un champ lexical religieux. Le second pôle présente une victime prise de court dans cette fonction, qui doit en assouvir l'exigence ultime et inhumaine, la transparence vis-à-vis de l'opinion publique étant interprétée par WULFF comme une suite d'interdits moraux. Le second versant de cet *ethos* penche vers le *pathos* : CW est victime d'une lapidation symbolique par les médias qui le poursuivent injustement en famille ou avec ses amis. C'est précisément sur ce second versant que l'*ethos* perd de sa vraisemblance, car le locuteur WULFF trahit, par un style hypotaxique, des remarques en désaccord avec la question posée et des sentances moralisatrices, le décalage entre l'*ethos* réclamé et l'*ethos* ressenti. Ce décalage mène à l'échec de l'*ethos* qu'il voulait construire : l'*ethos* de véracité et de repentance envers des erreurs reconnues par son premier pan de discours. Il ne semble plus comprendre pourquoi ses actes seraient répréhensibles tant sur le plan moral que judiciaire.

L'explication de cet échec est-elle que WULFF n'a pas compris les règles de sa fonction politique ? Dans cette interview, il apparaît qu'il n'a pas su faire passer l'*ethos* adéquat, celui qui aurait convaincu de sa capacité à assurer ses fonctions de façon intègre, malgré toutes les contraintes « douloureuses » qu'il a exposées. Non seulement l'orateur n'a pas réussi à convaincre de son innocence dans les affaires judiciaires dont il fait l'objet, à cause d'un argumentaire incomplet sur ses relations amicales avec le milieu entrepreneurial, mais il s'est aussi créé un *ethos* instable faisant de lui une victime moralisatrice – injustement poursuivie – et tendant vers le *pathos*. Du point de vue rhétorique, il s'est enfermé dans un *ethos* à figure contradictoire, provoquant un échec perlocutoire de ses propos. Il s'est également enfermé dans un *double-bind* non éthique : soit il apparaît comme profondément malhonnête, soit comme maladroitement imbécile, ce qui est un échec communicatif.

Une autre question se pose suite à cette interview télévisée : WULFF aurait-il gardé son poste s'il avait pu ou su faire passer une image en accord avec les attentes des citoyens allemands ? L'incapacité du président fédéral à construire un *ethos* de vérité a-t-elle précipité sa chute ? Il semble en effet que cette interview ait accéléré la décote du président fédéral auprès de l'opinion publique, car sa démission suit un mois et demi après son apparition médiatique du 4 janvier 2012. Le 17 février 2012, Christian WULFF démissionne, invoquant qu'il ne lui est plus possible d'exercer ses fonctions de Président Fédéral au vu de la trop grande perte de confiance de ses concitoyens. La presse reprend l'événement et analyse son parcours. Beaucoup condamnent l'évolution négative de ce personnage de la vie publique allemande, à l'instar de l'hebdomadaire

Der Focus. Dans l'édition du 18 février 2012, Armin FUHRER intitule son article : « Christian Wulff hat es nie verstanden » (« Christian Wulff n'a jamais compris ») et analyse trois phases dans l'évolution charismatique de Christian Wulff. Le Wulff de la phase 1 apparaît d'abord comme « le gendre idéal » :

« Viele Medien ließen sich vom handzahmen Image des 'Lieblings der Schwiegermütter' blenden »

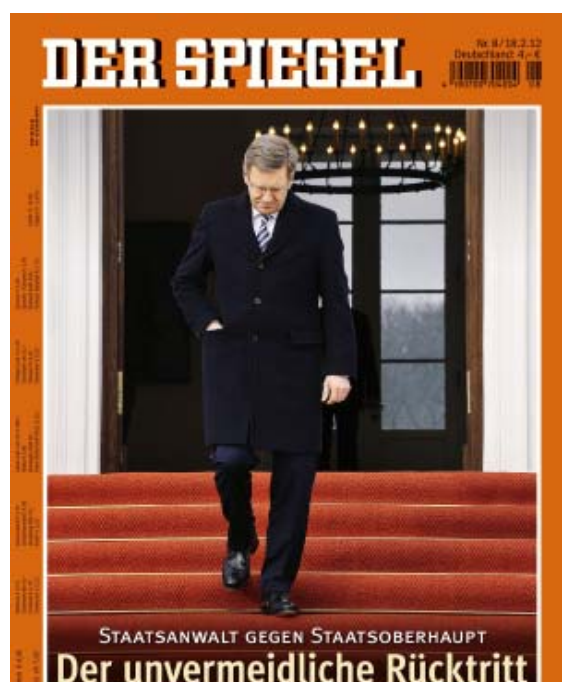
Mais le Wulff de la phase 2, qui commence avec son élection en tant que ministre-président du Land de Basse-Saxe en 2003, devient très ou trop confiant.

« Aus dem eher zu zurückhaltenden Oppositionsmann entwickelte sich binnen kurzer Zeit ein selbstbewusst auftretender junger Ministerpräsident. »

Le Wulff de la phase 3 est présenté de la façon suivante :

« Doch nun begann die Phase, in der Wulff die Maßstäbe dafür verlor, was ein Politiker tun darf und was nicht. [...] Mit großer Leichtigkeit setzte er nun das aufs Spiel, was er einst selbst als sein größtes Kapital erkannt hatte: seine persönliche Glaubwürdigkeit und Integrität.»

Toujours le lendemain de la démission de Christian WULFF, le magazine **Der Spiegel** propose en première de couverture une photo de l'ex-président avec comme titre évocateur « Der unvermeidliche Rücktritt » (« L'inévitable démission ») et montre un Christian Wulff descendant les marches du Château de Bellevue, la tête baissée.



ANNEXE : Interview télévisée du Président Fédéral Christian WULFF du 04.01.2012⁷

Bettina Schausten: "Sie sind heute am ersten Tag wieder im Schloss Bellevue am Arbeitsplatz. Der Jahreswechsel liegt hinter Ihnen. Haben Sie in den letzten Tagen auch mal ernsthaft an Rücktritt gedacht?"

(1) Christian Wulff: "Nein. Denn ich hatte die ganzen Wochen über große Unterstützung von vielen Bürgerinnen und Bürgern, meiner Freunde und auch der Mitarbeiter. Ich nehme meine Verantwortung gerne wahr, ich habe sie für fünf Jahre übernommen. Und ich möchte nach fünf Jahren eine Bilanz vorlegen, dass ich ein guter, erfolgreicher Bundespräsident war; und ich mache das mit Freude und aus Überzeugung und weiß, dass ich nichts Unrechtes getan habe, aber nicht alles richtig war, was ich getan habe."

Schausten: "Waren Sie es bisher nicht, ein guter Bundespräsident?"

(2) Wulff: "Doch, aber es wird ja im Moment gerade über die letzten Wochen gesprochen, und da steht es in Abrede, und man muss am Ende nach fünf Jahren bewerten und beurteilen. Und ich glaube auch, vor drei Wochen wäre über die ersten anderthalb Jahre ein gutes Urteil ausgefallen."

Ulrich Deppendorf: "Jetzt kommen wir mal zu den Kritikpunkten, die Ihnen vorgeworfen werden. Sie sind in den letzten Tagen besonders in die Kritik geraten wegen der Anrufe bei dem Chefredakteur der 'Bild'-Zeitung, Kai Diekmann, und bei dem Vorstandsvorsitzenden des Springer-Konzerns, Herrn Döpfner. Ihnen wird Verletzung des Grundrechts der Pressefreiheit vorgeworfen. Sie sollen auf dem Band beide Herren bedroht haben. Sie sprechen von Krieg führen, vom endgültigen Bruch. Ist so etwas nicht unwürdig für einen Präsidenten, der eine kritische Berichterstattung auf diese Art und Weise verhindern will?"

(3) Wulff: "Der Anruf bei dem Chefredakteur der 'Bild'-Zeitung war ein schwerer Fehler, der mir leidtut, für den ich mich entschuldige. Ich habe das auch sogleich nach der Rückkehr aus dem Ausland persönlich getan, es ist auch akzeptiert worden. Ich habe mich in der Erklärung vor Weihnachten ausdrücklich zum Recht der Presse- und Meinungsfreiheit bekannt und halte das für mein eigenes Amtsverständnis nicht vereinbar. Denn ich will natürlich besonnen, objektiv, neutral, mit Distanz als Bundespräsident agieren. Und ich möchte vor allem Respekt vor den Grundrechten, auch dem der Presse- und Meinungsfreiheit haben und habe mich offenkundig in dem Moment eher als Opfer gesehen, als denjenigen, der eine Bringschuld hat gegenüber der Öffentlichkeit, Transparenz herzustellen und auch berechnete Fragen zu beantworten."

Deppendorf: "Aber besonnen - haben Sie gerade genannt - wollen Sie agieren. Das ist aber kein Zeichen von Besonnenheit, wenn dann ein Präsident zu einem Telefonhörer greift und einen Chefredakteur mehr oder weniger auf der Mailbox beschimpft."

(4) Wulff: "Nein. Ich muss mein Verhältnis zu den Medien herstellen, neu ordnen, anders mit den Medien umgehen, sie als Mittler stärker einbinden und anerkennen. Sie haben eine wichtige Aufgabe in der Demokratie. Die Medien haben auch ihre Verantwortung, aber die müssen sie selber unter sich ausmachen. Vielleicht muss man die Situation auch menschlich

⁷ Pour faciliter le repérage durant l'analyse des discours, les répliques des locuteurs ont été numérotées.

verstehen. Wenn man im Ausland ist, in vier Ländern in fünf Tagen, zehn Termine am Tag hat und erfährt, dass Dinge während dieser Zeit in Deutschland veröffentlicht werden sollen, wo man mit Unwahrheit in Verbindung, wo man also Vertrauensverlust erleidet, dann muss sich auch vor seine Familie stellen. Wenn das Innerste nach außen gekehrt wird, private Dinge, eine Familienhaus-Finanzierung, wenn Freunde den Kredit gegeben haben, in die Öffentlichkeit gezogen werden, dann hat man (eine) Schutzfunktion, und man fühlt sich hilflos. Und ich habe dann gebeten, um einen Tag die Veröffentlichung zu verschieben, damit man darüber reden kann, damit sie sachgemäß ausfallen kann. Und ich hatte vor meiner Auslandsreise, nachdem in meinem Umfeld, im Dorf, recherchiert worden war von den Redakteuren, es ging um Korruption, das hat das ganze Dorf aufgeschreckt, den Vertrag offengelegt, die Bedingungen gezeigt und die private Kreditgeberin genannt und war dann doch erstaunt, dass während meines Auslandsaufenthaltes diese Veröffentlichung erfolgen sollte. Trotzdem, das ist keine Entschuldigung, das ist auch keine ausreichende Erklärung, aber vielleicht der Impuls, der dazu geführt hat. Das wiederum ist menschlich, aber man muss eben als Bundespräsident die Dinge so im Griff haben, dass einem das eben nicht passiert. Und trotzdem ist man Mensch, und man macht Fehler."

Schausten: "Nun sagen Sie, an der Stelle haben Sie sich offenbar als Opfer gefühlt. Sie achten die Pressefreiheit, was schon ein bisschen erstaunlich ist, dass ein Bundespräsident das betonen muss. Nun hat man aber das Gefühl, das ist vielleicht nur ein Lippenbekenntnis. Wir haben ja auch gehört, dass sie vor einem halben Jahr einen Redakteur der 'Welt am Sonntag' auch bereits im Schloss Bellevue (...) bearbeitet haben, dass er eine bestimmte Berichterstattung nicht bringt."

(5) Wulff: "Wenn Sie die Erfahrung machen, dass privateste Dinge aus dem privatesten Bereich zum Teil Jahrzehnte zurückliegen, aus einer schwierigen Kindheit, einer schwierigen Familie öffentlich gemacht werden, und Sie kurz vor der Veröffentlichung mit den Fakten konfrontiert werden, dann ist es doch normal, dass man darum bittet, noch einmal ein Gespräch zu führen. Und der Redakteur hat sich über die Gelegenheit gefreut, er hat mit mir gesprochen. Und es ist dann nichts zurückgeblieben. (...) Ich musste ja auch einen Lernprozess machen. Ich bin vom Ministerpräsidenten zum Bundespräsidenten ja sehr schnell gekommen, ohne Karenzzeit, ohne Vorbereitungszeit, das ging sehr schnell. Und ich bin aus Hannover nach Berlin gekommen (...), aber trotzdem ist es noch etwas anderes, ob man als Ministerpräsident Akteur ist oder ob man als Staatsoberhaupt den präsidialen Anforderungen genügt."

Deppendorf: "Können Sie jetzt glaubwürdig zum Beispiel die Pressefreiheit in anderen Ländern, auch in Ungarn, verteidigen?"

(6) Wulff: "Ich habe das ja gerade getan, auch bei dieser Reise in der arabischen Welt. Und habe dort vor Studenten und Studentinnen gesagt, das ist schmerzhaft. Das ist für die Betroffenen schmerzhaft, das kann für die Familien sehr schmerzhaft sein. Das ist eben dann auch der Preis der Popularität, der Bekanntheit der Öffentlichkeit, dass man Dinge offenbaren muss, wo viele andere sagen, das würde ich doch niemals offenbaren, ich möchte doch niemals, dass über meine Stiefschwestern, Kinder, Verwandten Geschichten in der Zeitung stehen. Wir müssen auch aufpassen, dass überhaupt noch Menschen bereit sind, sich dieser Sache - auch im Internet, wenn Sie da sehen, was da über meine Frau alles verbreitet wird an Phantasien -, dann kann ich nur sagen, da müssen wir doch auch sehen, dass die Menschen noch bereit sind, sich der Öffentlichkeit zu stellen, in die Öffentlichkeit zu gehen. Insofern ist es das ein schwieriges Feld, aber ich sage, ich habe einen Fehler gemacht, aus innerer Überzeugung. Ich hatte nun über Weihnachten Zeit, diese Dinge auch zu reflektieren,

und räume diesen Fehler ein, hatte ihn allerdings auch gleich nach Rückkehr in einer Entschuldigung gegenüber dem Chefredakteur zum Ausdruck gebracht."

Schausten: "Müsste aber nicht umso mehr für einen Bundespräsidenten, der die Grundrecht ja nun vertritt und zu achten hat, der Versuch, unliebsame Berichterstattung im Vorhinein zu verhindern, tabu sein?"

(7) Wulff: "Ich habe nicht versucht, sie zu verhindern. Ich habe darum gebeten, einfach abzuwarten und in der Berichterstattung aufzunehmen, dass ich den Vertrag offenbart habe, die private Kreditgeberin genannt habe, und nicht zu berichten, man habe das recherchiert. Darüber gab es die Auseinandersetzung. Letztlich gibt es natürlich auch Persönlichkeitsrechte, es gibt auch Menschenrechte selbst für Bundespräsidenten und auch deren Freunde, deren Angehörige, und ich möchte nicht Präsident in einem Land sein, wo sich jemand von Freunden kein Geld mehr leihen kann. Das will ich auch mal sagen, sollten wir auch im Blick behalten."

Deppendorf: "Ihre Glaubwürdigkeit hat ja vor allem deswegen Schaden genommen, dass Sie zwar vollständige Aufklärung in ihren Fällen versprochen haben, die Fakten aber immer nur scheinweise herausgekommen sind, die Sie nur scheinweise auf den Tisch gelegt haben. Warum diese Salami-Taktik? Das war doch eigentlich auch unwürdig."

(8) Wulff: "Wenn sie 400 Fragen bekommen, wir haben inzwischen 400 Fragen durch die von mir beauftragten Anwälte, ich habe ja Anwälte gebeten, weil das Ganze nicht in meiner Amtszeit spielt, es ist alles vorher, geht zum Teil in die siebziger Jahre zurück, die Fragen, die da kommen. Und deswegen sind die Anwälte beauftragt, nicht das Bundespräsidialamt damit beschäftigt. Die haben jetzt rund 400 Fragen beantwortet, alle sachgemäß nach bestem Wissen und Gewissen. Und wenn Sie 400 scheinweise Fragen bekommen, wo Sie sich manchmal wirklich fragen müssen, was sich dahinter verbirgt, dann können Sie auch nur scheinweise antworten. Die Grunddaten der Finanzierung unseres Einfamilienhauses habe ich von Anfang an genannt. Mit der privaten Finanzierung, mit der Geldmarktfinanzierung, mit der Umwandlung in langfristige Hypothekenfinanzierung. Alles ist erwähnt in der ersten Erklärung nach Rückkehr aus dem Ausland."

Schausten: "Aber am Anfang stand eine Auskunft an den niedersächsischen Landtag, die sagen wir mal, die mindestens unvollständig war. Sie haben das eingeräumt. Haben sich dafür auch entschuldigt, aber warum haben Sie nicht von Anfang an klipp und klar gesagt, dass Herr Egon Geerkens auch in dieses Kreditgeschäft, an diesem Kreditgeschäft beteiligt war?"

(9) Wulff: "Ja, das ist ja nun langsam, finde ich jedenfalls, sehr, sehr klar, Frau Geerkens hat mir das angeboten, hat mir die 500.000 Euro zur Verfügung gestellt von ihrem Konto. Ich habe auf ihr Konto die Zinsen gezahlt, und auf ihr Konto ist der Betrag von der Bank dann abgelöst worden."

Schausten: "Aber warum diese spitzfindige ..."

(10) Wulff: "Ich habe bereits am 15. Dezember gesagt, dass Herr Geerkens, der langjährige Freund seit Schulzeiten, väterlicher Freund, den ich seit 35 Jahren als Begleiter habe und der auch die Verbindung zur Bank hergestellt hat, was dann auch als Neuigkeit verkündet wurde. Im Landtag hätte ich sagen sollen, es ist zwar nicht nach Frau Geerkens gefragt, sondern nach Herrn Geerkens, seinen Firmen, seinen Unternehmungen. Da habe ich keine Beziehung. Aber ich räume hier ein, dass ich Beziehungen zu Frau Geerkens habe. Das

hätte ich sagen sollen, wenn ich es heute noch mal entscheiden könnte von vornherein, dann würde ich heute in dem Moment, wo ich dieses Haus kaufe, ein Interview geben und sagen, ich habe dieses Haus gekauft mit Hilfe von Freunden, die mir für die Anfangszeit und Sanierung Geld zur Verfügung gestellt haben, ordentlich verzinst."

Schausten: "Warum haben Sie es nicht gesagt, weil es Ihnen unangenehm war, weil es Ihnen, weil Sie das Gefühl hatten, das ist nicht in Ordnung?"

(11) Wulff: "In einer parlamentarischen Auseinandersetzung, wenn sozusagen die aufgebrauchte Stimmung ist über ein Upgrade beim Urlaubsflug mit Ihrer Familie und Sie dort die Dinge einräumen, Dinge einräumen, die Sie nicht einräumen müssten, wo Sie Urlaub gemacht haben z. B., und dann diese weitergehenden Fragen kommen, dann stehen Sie immer unter der Abwägung, was ist privat, was ist öffentlich, was muss hier genannt werden und was geht nicht alle etwas an. Ich glaube, diese Erfahrung, dass man die Transparenz weitertreiben muss, die setzt auch neue Maßstäbe. Morgen früh werden meine Anwälte alles ins Internet einstellen. Dann kann jede Bürgerin, jeder Bürger, jedes Details zu den Abläufen sehen und bewertet sie auch rechtlich. Und ich glaube nicht, dass es das oft in der Vergangenheit gegeben hat, und wenn es das in Zukunft immer gibt, wird es auch unsere Republik offenkundig auch zu mehr Transparenz positiv verändern."

Deppendorf: "Sie haben gerade die Bank erwähnt, die BW-Bank in Baden-Württemberg. Herr Geerkens war es ja wohl auch, der dort für Sie ein gutes Wort eingelegt hat. Sie haben einen Privatkredit bekommen zu ungewöhnlich günstigen Bedingungen, über den jeder normale Bürger ja nicht nur neidisch sein kann. Wie kam es zu diesen besonderen Konditionen? Und haben Sie eigentlich eine Sicherheit gegeben für Ihren Kredit?"

(12) Wulff: "Es sind ganz normale übliche Konditionen. Das ist keine Immobilienfinanzierung, keine Hausfinanzierung, sondern es ist eine Kreditmarktbereitstellung. Jeweils immer für drei Monate. Und man muss es doch sehen: 2008 war die Bankenkrise. Da wollte Frau Geerkens das Geld bei mir anlegen zu diesen Zinsen, weil in der Bankenwelt das so auch gar nicht ohne weiteres realisierbar war. Dann sind wir zur Bank gegangen auf Vermittlung von Herrn Geerkens. Die machen eine Bewertung der Sicherheiten, Steuererklärung, Doppelverdiener, Einkommensverhältnisse, keine sonstigen Kredite, zwei unbelastete Immobilien. Also eine insgesamt 60-Prozent-Finanzierung. Und dann bewerten die das Risiko. Und bei dieser Sicherheitenlage, die ich natürlich nachgewiesen habe mit all den Unterlagen, mit einem Sachverständigengutachten über das Haus, was sie haben anfertigen lassen, gibt's dann diesen Zinssatz, angekoppelt an den Geldmarktzins. Das gesamte Zinsentwicklungsrisiko lag doch bei mir, hab ich doch getragen."

Deppendorf: "Wie sind Sie eigentlich auf die BW-Bank gekommen? Hat das etwas mit Ihrer Aufsichtsratsmitgliedschaft bei VW zu tun? Denn in der Zeit der Übernahme - also durch Porsche -, da war die BW-Bank ja in große Schwierigkeiten geraten."

(13) Wulff: "Nach meiner Kenntnis nicht. Über Aufsichtsratsanliegenheiten darf ich ja nicht reden. Da kann nur der Aufsichtsratsvorsitzende reden. Wenn ich das richtig erinnere, dann hat das VW-Unternehmen mit allen Banken in Deutschland Kontakte. Das heißt, ich könnte als Aufsichtsrat von Volkswagen mit keiner Bank mehr überhaupt Geschäfte machen. Wenn ich es richtig sehe, geht's da immer um die LBBW und nicht um die BW-Bank. Und die BW-Bank war Bank von Herrn Geerkens und hat gesagt, wir sind auch interessiert, uns die Sache bei Herrn Wulff anzugucken. Und sie haben dann dieses Geldmarktangebot gemacht. Und das ist so, wie andere die Bedingungen auch haben. Die Sicherheitenlage hat das so hervorgebracht. Und dann haben wir es umgewandelt auf Empfehlung der BW-Bank. Nach

dem Motto: Jetzt steigen die Zinsen. Und am 25. November haben wir es umgewandelt, haben uns geeinigt. Die haben sich abgesichert an den Finanzmärkten für diesen Kredit. Und zum 16. Januar wird er jetzt umgewandelt in ein langfristiges Darlehen."

Schausten: "Am 15. Dezember - bleiben wir an dem Punkt noch mal - war es so, dass Sie auch schon erklärt haben, dass Sie nun, wie Sie gesagt haben, inzwischen das Ganze in ein langfristiges Bankdarlehen festgeschrieben hätten. Und da ist wieder so ein Punkt, Herr Bundespräsident, dass man das Gefühl hat, Sie müssen auch zu Transparenz getrieben werden. Denn es gab bis dato eben noch keine Unterschriften. Sie haben den Eindruck erweckt, das ist längst alles schon in trockenen Tüchern gebracht. Aber es beginnt eben jetzt überhaupt erst am 16. Januar, und auch das müssen dann erst Medien sozusagen wieder nachweisen. Dadurch entsteht der Eindruck von scheinbarer Salamiaktik."

(14) Wulff: "Ich glaube, manchmal ist auch sozusagen die Suche vielleicht auch von einem Misstrauen geprägt, was die Sachlage nicht rechtfertigt. Denn wenn Sie am 25. November sich geeinigt haben und die Bank das eingebucht hat, sich dafür abgesichert hat, dann ist der Vertrag geschlossen. Am 25. November! Dass der dann noch sozusagen vertraglich unterschrieben wird, die Bank mir das zuschickt, ich das zurückschicke, ist eine Durchführung, die aber gar nicht notwendig ist, weil ein mündlicher Vertragsschluss reichen würde. Es gilt auch Handschlagqualität in diesem Bereich, wenn man sich mit einer Bank verständigt."

Deppendorf: "Herr Bundespräsident, Sie haben - die einen sagen, es waren ziemliche Zinsvorteile - Sie sagen nein -, aber es gibt auch teilweise unbezahlte Urlaube bei Industriellen. Kritiker werfen Ihnen da nun einen Verstoß gegen das niedersächsische Ministergesetz vor. Der SPD-Parlamentarische Geschäftsführer Thomas Oppermann fordert Sie nun auf, diese Frage durch Sie selbst klären zu lassen. Werden Sie dem nachkommen?"

(15) Wulff: "Die Landesregierung wird dazu sich äußern. Und dann ist jedem freigestellt, den Staatsgerichtshof anzurufen. Es ist eindeutig kein Verstoß gegen das Ministergesetz, weil diese - wo ich gewohnt habe - in fast zehn Jahren sechsmal oder so -, das sind Freunde, die ich aus Schulzeiten habe. Und wenn aus einem netten Menschen mit seiner Frau, die einen Süßwarenladen auf Norderney haben, ein Luxusferiendomizil wird, die ein Gästezimmer haben, und wir in diesem Gästezimmer Urlaub machen, wo selbst dort noch vor der Tür Fotografen sozusagen dann sind, um die Familie im Urlaub zu fotografieren, dann ist es so, dass, wenn die bei uns in Berlin sind, wir keine Rechnung stellen für die benutzte Bettwäsche. Und wenn wir bei denen auf Norderney sind, die kenne ich seit dem 14. Lebensjahr!"

Deppendorf: "Sie waren auch Gast bei einem Vorstandsvorsitzenden einer großen deutschen Versicherungsfirma!"

(16) Wulff: "Mit dem ich seit Jahren eng befreundet bin. Der ausgeschieden ist, der heute sozusagen Pensionär ist. Und der gesagt hat: Wenn Sie jetzt gerade die Scheidung geheim gehalten haben, die Hochzeit geheim gehalten haben und alle sozusagen Ihnen auf den Fersen sind..."

Deppendorf: "Aber haben Sie kein Unrechtsbewusstsein gehabt als Ministerpräsident, sich sozusagen einladen zu lassen bei Freunden?"

(17) Wulff: "Wenn man als Ministerpräsident keine Freunde mehr haben darf und wenn alle Politikerinnen und Politiker in Deutschland ab sofort nicht mehr bei Freunden übernachten dürfen, sondern, wenn Sie bei den Freunden im Gästezimmer übernachten, nach einer Rechnung verlangen müssen, dann verändert sich die Republik zum Negativen. Davon bin

ich fest überzeugt. Und deswegen stehe ich zu diesen sechs Urlauben bei Freunden auf Norderney oder fünf, sechs Tage dort in Italien oder sieben Tage bei Freunden, mit den Freunden zusammen zu kochen, zu frühstücken, im Gästezimmer zu schlafen. Da erhebe ich auch keine Rechnung, wenn mich die Freunde hier in Berlin besuchen."

Schausten: "Aber da hätten Sie natürlich auch sagen können: Ich gebe Euch mal pro Nacht 150 Euro. So was. Was spricht dagegen eigentlich?"

(18) Wulff: "Machen Sie das bei Ihren Freunden so?"

Schausten: "Ja."

(19) Wulff: "Dann unterscheidet Sie das von mir im Umgang mit den Freunden. Jetzt als Bundespräsident, habe ich ja gesagt, war es ein Fehler, überhaupt bei einem Unternehmer zu übernachten."

Deppendorf: "Was sagen Sie eigentlich Ihren Beamten? Oder was sagen Sie den Beamten, wenn sie so was machen würden?"

(20) Wulff: "Dass die Beamten bei Ihren Freunden übernachten dürfen."

Deppendorf: "Nein, dass Sie bei, ich sag mal, möglichen Verhandlungspartnern - es gibt ja auch den Anschein, was sagen Sie den Beamten, die da möglicherweise konsequent sind?"

(21) Wulff: "Das ist genau der Unterschied. Wenn es dienstliche Kontakte gibt, wenn es in Bezug auf das Amt geleistet wird, dann kommt es überhaupt nicht in Frage. So ist genau die Regelung. Aber dies wird nicht in Bezug auf das Amt gemacht, denn ich bin in Norderney schon gewesen oder in Spanien, als ich noch gar nicht im Amt war. Ich kenne den Herrn Geerkens, seit ich 14, 15, 16 bin. Den kannte mein Vater, der war mit dem eng befreundet. Und wenn man den seitdem kennt und ihn besucht hat und er uns besucht hat und man sich ein Leben lang begleitet, dann ist das nicht auf das Amt bezogen. Sondern dann ist das eine private Beziehung, die auch Politikern möglich sein muss."

Schausten: "Wenn wir mal alles zusammennehmen, ist natürlich ein Problem auch, Herr Bundespräsident, dass Sie in der Vergangenheit allerhöchste Maßstäbe selbst an alles angelegt haben. Ich darf Sie einmal zitieren in Zusammenhang mit Johannes Rau, der damals mit einer Flugaffäre konfrontiert war. Es ging um die Flugbereitschaft der West-LB. Da haben Sie gesagt, es ist tragisch, dass Deutschland in dieser schwierigen Zeit keinen unbefangenen Bundespräsidenten hat, der seine Stimme mit Autorität erheben kann. Man findet noch viele andere entsprechend hochstehende Sätze von Ihnen. Haben Sie noch diese Unbefangenheit, haben Sie noch Autorität jetzt?"

(22) Wulff: "Also wir müssen alle hohe Ansprüche haben in dem Wissen, dass wir alle fehlbar sind. Und natürlich denkt man viel jetzt über die Bibelstelle nach: Derjenige, der ohne Schuld ist, werfe den ersten Stein. Und alle gingen bei dieser Steinigung. Weil allen klar wurde: Also Vorsicht, wenn du mit einem Finger auf andere zeigst, zeigen andere auf dich selbst. Insofern wird man auch lebensklüger. Uns heute kann ich Johannes Rau besser verstehen, als ich ihn damals verstanden habe."

Schausten: "Demütiger?"

(23) Wulff: "Und man wird auch ein bisschen demütiger. Man wird lebensklüger. Und man muss aus eigenen Fehlern lernen. Und gerade die Glaubwürdigkeit, die man als Bundespräsident braucht, die wird man nur zurückerlangen, wenn man auch im Umgang mit seinen eigenen Fehlern Lernfortschritte unter Beweis stellt. Darauf wird es jetzt ankommen, gerade auch bei Diskussionen mit jungen Leuten. Wir machen in diesem Jahr einen Jugendtag zur Stärkung der Demokratie. Oder bei anderen Aktivitäten. Dass man auch selber berichtet, wie schnell man sozusagen in der Frage sein kann, privat, beruflich, politisch Verantwortung anscheinend hat. Dass man hier einfach sich selbst, vor sich selbst immer wieder Rechenschaft ablegen muss."

Deppendorf: "Haben Sie, zusammengefasst noch mal gefragt, nicht durch Ihr Verhalten in den letzten Wochen das Amt des Bundespräsidenten schwer beschädigt?"

(24) Wulff: "Das Amt des Bundespräsidenten ist aus vielerlei Gründen in Deutschland schwieriger geworden. Und durch diese Art von Umgang mit den Dingen hat man dem Amt sicher nicht gedient. Aber ich bin fest davon überzeugt, dass ich durch eine ganze Reihe von Aktivitäten in der Amtszeit das Amt des Bundespräsidenten wieder gestärkt habe. Dass es eine hohe Anerkennung genießt. Ich bin geradezu überrascht, wie stark die Bürgerinnen und Bürger es von mir selbst auch erklärt, erläutert bekommen wollen und letztlich darauf setzen, dass ich Bundespräsident bleibe. Denn ich nehme meine Verantwortung wahr. Ich habe mich bewusst dafür entschieden, und ich habe ein nachhaltiges Interesse an unserem Land, es voranzubringen. Und wir brauchen auch jetzt die Kraft, uns wieder um Politik zu kümmern in diesem Jahr, wenn dieses Jahr jetzt beginnt. Denn es kommen schwierige Aufgaben auf uns zu. Und da braucht es eben auch einen Bundespräsidenten, der sich diesen Aufgaben zuwenden kann."

Schausten: "Dann sind wir gespannt, was wir da hören. Können Sie denn garantieren, dass nicht noch etwas anderes nachkommt in der Affäre, über die wir jetzt sprechen?"

(25) Wulff: "Also bei 400 Fragen - und wenn gefragt wird, was es zu essen gab bei Ihrer ersten Hochzeit und wer Ihre zweite bezahlt hat und ob Sie den Unterhalt für Ihre Mutter gezahlt haben - und ich könnte jetzt tausend Sachen mehr nennen - und wer die Kleider für Ihre Frau bezahlt hat, welche geliehen waren, welche sozusagen als geldwerter Vorteil versteuert werden -, dann kann ich nur sagen: Ich geb Ihnen gern auf die 400 Fragen 400 Antworten. Da ist jetzt etwas, was einen dann innerlich auch nach solchen drei Wochen irgendwo freimacht, dass man sagt: Also jetzt ist wirklich alles von innen nach oben und umgekehrt gewendet. Und man muss sich dann auch fragen, ob nicht dann auch es irgendwann akzeptiert wird, dass auch ein Bundespräsident ein privates Leben haben darf."

Schausten: "Heißt das, dass Herr Christian Wulff ein Bundespräsident auf Bewährung vorerst bleibt?"

(26) Wulff: "Die Begrifflichkeit finde ich völlig daneben. Weil wir diesen Begriff kennen, wenn gegen Gesetze verstoßen wurde. Ich habe weder jetzt im Amt als Bundespräsident gegen irgendein Gesetz verstoßen noch vorher. Es geht nicht um Rechtsverstöße, sondern es geht um die Frage von Transparenz, von Darlegung, von Erklärung. Dazu nutze ich auch diese Gelegenheit, um zu erklären, was ist und was war. Aber wie gesagt: Den Begriff der Bewährung halte ich für abwegig. Sondern ich bin jetzt schweren Herausforderungen ausgesetzt. Aber man muss eben auch wissen, dass man nicht gleich bei der ersten Herausforderung wegläuft, sondern dass man sich der Aufgabe stellt. Und auch ich weiß, wem es in der Küche zu heiß ist, der darf nicht Koch werden wollen, wie es Harry S. Truman gesagt hat. Und deswegen muss man offenkundig auch durch solche Bewährungsproben hindurch." *lgr/dpa*

Bibliographie

- AMOSSY, Ruth : « L'ethos oratoire ou la mise en scène de l'orateur, » in : *L'argumentation dans le discours*, éditions Colin, Paris, 2006. (utilisée)
- ARISTOTE : *Rhétorique*, Le livre de poche, Paris, 1991. (utilisé)
- DUCROT, Oswald : *Le dire et le dit*, Editions Minit, Paris, 1984.
- EGGS, Ekkehard : « Ethos aristotélien, conviction et pragmatique moderne », in : *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, dir : AMOSSY, Ruth, Editions Delachaux et Niestlé, Lausanne, 1999, p.31-47 (utilisé)
- MAINGUENEAU, Dominique : *Les termes clés de l'analyse du discours*, Editions du Seuil, Paris, 1996
- WOERTHER, Frédérique : *L'èthos aristotélien, Genèse d'une notion rhétorique*, Editions Vrin, Paris, 2007. (utilisé)

Articles de presse :

- FUHRER, Armin : « Christian Wulff hat es nie verstanden », in *Der Focus*, 18.02.2012
Article en ligne : http://www.focus.de/politik/deutschland/wulff-unter-druck/tid25072/ruecktritt-des-bundespraesidenten-christian-wulff-hat-es-nie-verstanden_aid_715328.html, consulté le 20.02.2012.
- *Der falsche Präsident*, page de couverture du magazine *Der Spiegel* Nr 51/2011, 17.12.2011
- *Der unvermeidliche Rücktritt*, page de couverture du magazine *Der Spiegel*, Nr 8/2012, 18.02.2012

Version écrite de l'interview :

- <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,807232-1,00.html>
 - <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,807232-2,00.html>
 - <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,807232-3,00.html>
 - <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/0,1518,807232-4,00.html>
- Sites consultés le 06.01.2012

*Ce numéro est le dernier que vous recevez au titre de votre
abonnement 2012*

READHESION ET/OU REABONNEMENT *

Mme/Mlle/M. Prénom : Nom :

Adresse : n° rue ou lieu dit

Code postal :

--	--	--	--	--

 Ville :

Ancienne adresse (en cas de changement récent) :

@-adresse :

Etablissement d'exercice :

Se réabonne aux NCA pour l'année 2013 tarif ordinaire : 25 €

Tarif étudiant (joindre photocopie de carte étudiant) : 20 €

Tarif pour les institutions : 40 €

Commande *Initiation au commentaire grammatical* (concours) 6^o édition, revue
et augmentée 1995, de René Métrich : 12 €

Commande *Les invariables difficiles*. Dictionnaire
allemand-français des particules, interjections et autres mots de la communication
(les 4 tomes 44€)

Commande *Principes de métrique allemande* de Jean Fourquet : 10 €

Commande *Des Racines et des Ailes. Mélanges en l'honneur de Jean Petit* : 10 €

Commande *Didascalies. Mélanges en l'honneur d'Yves Bertrand* : 12 €

Participation aux frais de port pour toute commande : 3 €

Renouvelle son adhésion à l'Association des Nouveaux Cahiers d'Allemand :
cotisation 4 €

Date et signature :

La liste des articles parus dans les numéros des années précédentes peut être envoyée
sur demande (joindre timbres pour une valeur de 1,50 €).

Adresser le chèque global libellé à l'ordre de l'Association des Nouveaux Cahiers
d'Allemand, avec le présent bulletin, à Madame METRICH,
18, rue d'Iéna, 54630 RICHARDMENIL.

PRIX DE VENTE AU NUMERO 10 €

* Rayer les mentions inutiles

Pilotage rédactionnel de la revue.

En cohérence avec la décision de l'Assemblée Générale de l'Association des *Nouveaux Cahiers d'allemand* réunie le 21 novembre 2011 portant création d'une part d'un comité de rédaction, qui a pour fonction de définir l'orientation générale de la revue (E. Faucher (directeur de la revue), Mme A. Geiger- Jaillet, MM. Y. Bertrand, M. Kauffer, R. Métrich, D. Morgen) et d'autre part d'un comité de lecture, qui a pour fonction d'évaluer les articles susceptibles d'être publiés dans la revue. (Wolfgang Butzkamm, Aix-la Chapelle ; Thierry Grass, Strasbourg ; Elke Hentschel, Berne ; Anne Larrory-Wunder, Paris ; Heinz-Helmut Lüger, Koblenz-Landau ; Jacques Poitou, Lyon ; Ingeborg Rabenstein-Michel, Lyon ; Gérald Schlemminger, Karlsruhe ; Odile Schneider-Mizony, Strasbourg ; Philippe Verronneau, Dijon ; Hélène Vinckel-Roisin, Paris),

l'Assemblée Générale du 16 novembre 2012 a décidé de placer les travaux du comité de rédaction sous la responsabilité d'un rédacteur en chef (fonction assurée *de facto* depuis la fondation de la Revue par son directeur) et de confier cette responsabilité à Madame Odile Schneider-Mizony, professeure de linguistique allemande à l'Université de Strasbourg. Les propositions d'articles lui seront désormais adressées, au Département d'Etudes Allemandes de l'Université, 22 rue René Descartes ; BP 80010, 67084 Strasbourg Cedex